Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

19 | 2017

**Abandon d'enfants et parents abandonneurs, XIX^e-XXI^e
siècles**

Introduction

Antoine Rivière

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhei/4013>

DOI : 10.4000/rhei.4013

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 22 novembre 2017

Pagination : 15-23

ISBN : 978-2-7535-6467-1

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Antoine Rivière, « Introduction », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 19 | 2017, mis en ligne le 22 novembre 2017, consulté le 09 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/4013> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.4013>

Introduction

Abandon d'enfants et parents abandonneurs (XIX^e-XXI^e siècles)

Du milieu du XVIII^e à la fin du XIX^e siècle, les Européens ont abandonné sans doute plus de 10 millions de leurs enfants¹. La pratique n'était certes pas nouvelle, comme en attestent, au panthéon des enfants trouvés, quelques figures illustres – Rémus et Romulus, Moïse, pour en citer quelques-unes des plus classiques – qui peuplaient déjà les récits mythologiques et historiques de l'Antiquité, mais elle atteignait alors un paroxysme, remarquable tant par son ampleur et sa durée que par le reflux quasiment continu et semblait-il irréversible qui suivit. L'âge d'or de l'abandon ? Oubliant que les enfants concernés étaient, dans des proportions longtemps effroyables, voués à une mort prématurée, certains contemporains n'étaient pas loin de le penser, comme Jean-Jacques Rousseau, qui, du moins en apparence, ne concevait aucun remords à sacrifier cinq de ses rejetons à l'esprit et aux mœurs de son temps : « puisque c'est l'usage, [...] on peut le suivre² », écrivait-il dans *Les Confessions*.

Sur fond de révolution industrielle et d'urbanisation accélérée, de transformation du regard sur l'enfant et de mutation des structures familiales, dans un contexte de transition démographique et d'accroissement de la population européenne, qui passait de moins de 190 millions d'habitants à près de 420 millions, cette épidémie de délaissements fut indéniablement un phénomène européen, malgré d'inévitables exceptions et d'évidentes différences locales ou nationales. Loin de se limiter à une relative concordance chronologique et statistique, cette dimension européenne se révèle aussi dans l'attitude des sociétés face à l'abandon. À l'échelle du continent, ce furent les mêmes débats et les mêmes controverses, sur l'intérêt et les dangers du tour, sur l'opportunité de généraliser les hospices et les institutions d'accueil ou de verser à titre préventif des subsides aux ménages indigents et aux filles-mères, sur les mérites respectifs de l'éducation collective des sans famille ou de leur placement dans un milieu familial de substitution ; ce furent la même dénonciation fascinée des mères dénaturées ou

Antoine RIVIÈRE

Historien, maître
de conférences à
l'université Paris 8,
membre du CIRCEFT
(EA4384).

1. BARDET Jean-Pierre,
« L'enfant abandonné
au cœur des interroga-
tions sociales », *Histoire,
économie et société*, 3,
1987, p. 292.
2. ROUSSEAU Jean-Jacques,
Les confessions, tome II,
livre VII, Paris, René
Hilsum éditeur, 1931,
p. 187, (1^{re} édition inté-
grale : 1813).

coupables qui abdiquaient leur maternité, ou au contraire la même compréhension qu'on leur accordait dès lors qu'on voulait croire qu'elles renonçaient à leur enfant pour le sauver de la misère ou pour se conformer aux injonctions morales hostiles à la sexualité hors mariage et aux naissances illégitimes. Bref, au cours de ce long XIX^e siècle qui remonterait au début de la révolution industrielle et qui courrait jusqu'à la Grande Guerre, il semble que, face à l'abandon, les Européens ne parlèrent pas d'une seule voix, mais parlèrent peu ou prou la même langue.

3. BARDET, « L'enfant abandonné... », *op. cit.*, p. 292.

Cette crise européenne de l'abandon, pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Bardet³, l'historiographie s'est attachée depuis une quarantaine d'années à en prendre la mesure et à en expliquer les ressorts. Dans les années 1980 et 1990, les recherches, centrées presque exclusivement sur les XVIII^e et XIX^e siècles, privilégiaient une perspective à la fois politique et démographique : il s'agissait d'étudier la mise en place des institutions d'accueil et d'éducation, de décrire et d'expliquer les fluctuations de la courbe des abandons, et de mesurer la mortalité des enfants recueillis. À partir de la fin des années 1990, cette approche structurelle s'est enrichie d'une attention nouvelle portée aux destins individuels des enfants, de leur abandon jusqu'à leur vie d'adulte, tandis que la période étudiée s'élargissait à la première moitié du XX^e siècle.

Dans ses deux premières phases, cette historiographie a eu généralement tendance à ne s'intéresser que subsidiairement aux parents qui abandonnent, souvent faute d'une documentation adéquate, et à ne les évoquer qu'à travers les quelques billets et objets divers laissés sur les enfants au moment de la séparation et encore très courants dans l'Europe de la première moitié du XIX^e siècle, ou bien à travers les représentations qu'en avaient les contemporains. Ce n'est que récemment qu'historiens et sociologues se sont véritablement emparés du sujet et ont entrepris de retracer les itinéraires sociaux qui conduisent les parents, des mères seules dans la majorité des cas, à abandonner leurs enfants, puis, parfois, à tenter de les retrouver. Chemin faisant, cette troisième strate historiographique reprend à nouveaux frais certains questionnements, notamment sur les causes de l'abandon ou sur les rapports entre les parents et les institutions qui recueillent leurs enfants. Ce sont quelques-uns de ces nouveaux fronts de la recherche dont ce numéro de la *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* entend donner un aperçu.

Plusieurs raisons expliquent la relative invisibilité des parents dans l'histoire de l'abandon. Il faut d'abord observer que ce sont les institutions charitables elles-mêmes qui l'ont souhaitée et souvent orchestrée. Comme le rappellent Sylvie Hanicot-Bourdier dans l'article qu'elle consacre à la Biscaye du XIX^e siècle et Isabelle Grenut à propos de l'Assistance publique dans les Basses-Alpes sous la Troisième République, l'effacement de la famille d'origine est pensé par les pouvoirs publics comme une condition indispensable de leur intervention en faveur des enfants abandonnés. Celle-ci, en effet, « en s'étendant, a relâché, parmi le peuple, les liens du devoir et ceux de l'amour paternel⁴ », croit savoir Necker dès 1784. En Espagne comme en France, mais aussi en Italie, au Portugal, en Angleterre ou en Russie, le dilemme est donc le même. Comment éviter que le développement de la charité publique en direction de l'enfance délaissée n'accrédite l'idée que l'État, sorte de « père de famille universel⁵ », est là pour se substituer aux parents issus des classes populaires? Comment faire pour que la générosité publique ou privée ne soit pas dévoyée par des pères et mères trop heureux de se décharger sur la collectivité de l'entretien et de l'éducation de leur progéniture, le temps que celle-ci ne soit plus seulement une bouche de plus à nourrir mais aussi une force de travail? Comment faire comprendre aux familles pauvres qu'un abandon n'est pas une simple « mise en pension de l'enfant aux frais des contribuables⁶ »? Il y va non seulement de la survie de l'institution familiale, mais aussi de l'équilibre des finances publiques, comme le rappelle la quasi-banqueroute que connaissent les hospices du Pays basque espagnol dans les années 1830, moins de quarante ans après leur fondation. La solution, les acteurs de l'assistance à l'enfance pensent l'avoir trouvée dans le caractère irréversible de l'abandon, comme le soulignent plusieurs des articles réunis dans ce volume : si les parents n'ont, ni légalement ni par des moyens détournés, la possibilité de reprendre un jour leur enfant, ils y réfléchiront à deux fois avant de s'en séparer, et seuls ceux qui n'auront vraiment pas d'autre choix s'y résoudront⁷. C'est ce qui explique le succès dans l'Europe du XIX^e siècle du tour d'abandon, qui rompt définitivement le lien entre l'abandonneur et l'abandonné. C'est ce qui explique aussi la précaution que prennent les hospices d'enfants trouvés de tenir secret le lieu de placement de leurs ouailles, afin d'éviter les retrouvailles clandestines.

S'il est encouragé par la plupart des institutions, c'est aussi que l'effacement du milieu d'origine est conçu, d'une part, comme une bénédiction, quand il

4. NECKER Jacques, *De l'administration des finances de la France*, tome III, 1784, p. 197-198.

5. L'expression est du sénateur Bérenger, *Débats parlementaires. Sénat*, séance du 26/05/1883, p. 218.

6. Exposé des motifs du Projet de loi sur le service des enfants assistés, *Documents parlementaires. Sénat*, séance du 18/02/1892, annexe n° 27, p. 81.

7. RIVIÈRE Antoine, « De l'abandon au placement temporaire : la révolution de l'assistance à l'enfance (Paris, 1870-1920) », *Revue d'histoire de la protection sociale*, 9, 2016, p. 27-51.

8. Rapport de Courcelle-Seneuil au Conseil d'État sur le projet de loi relatif à la protection de l'enfance, 1888, annexé au Projet de loi sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, *Documents parlementaires. Chambre des députés*, séance du 22/12/1888, annexe n° 3389, p. 737.

9. JABLONKA Ivan, *Ni père ni mère. Histoire des enfants de l'Assistance publique (1874-1939)*, Paris, Le Seuil, 2006.

10. L'expression est de Paul Strauss ; elle est citée par TURQUAN Sébastien, « Le tour et le bureau ouvert », *La Revue philanthropique*, 40, avril 1919, p. 137-151.

éloigne les enfants de parents pervers par l'usine et l'assommoir, rongés par la syphilis ou la tuberculose, et corrompus par le crime ou les idées révolutionnaires, et, d'autre part, comme la condition pour offrir aux abandonnés « une nouvelle vie pour être régénéré[s]⁸ ». En France, le cas de l'Assistance publique est connu, qui, animée d'une véritable mystique rurale et agrarienne, entend redresser, physiquement et moralement, les enfants qui lui sont confiés grâce au travail de la terre⁹. Si les premiers socialistes français, étudiés par Nathalie Brémand dans ce numéro de la *RHEI*, s'intéressent aux enfants abandonnés, c'est notamment parce que, eux aussi, les imaginent comme une page blanche, comme une pâte encore informe prête à être modelée à l'image de la société idéale qu'ils appellent de leurs vœux. Même si leurs mots ne sont pas encore ceux-là, sans doute voient-ils en l'enfant trouvé une promesse d'homme nouveau, parce qu'ils se plaisent à penser que l'abandon aura fait table rase de son passé.

Enfin, la dernière raison de la disparition parentale tient à ce que l'anonymat des dépôts dans les hospices est conçu comme un moyen de prévenir les « crimes contre l'enfance¹⁰ » qui inquiètent jusqu'à l'obsession les élites sociales et politiques du XIX^e et du début du XX^e siècle. Il faut d'ailleurs noter qu'il s'agit là d'un des principaux ressorts de l'intervention des autorités publiques en faveur de l'enfance délaissée. L'idée qui s'impose progressivement à partir du XVIII^e siècle est en effet que la prise en charge des enfants, que leurs parents ne peuvent ou ne veulent conserver avec eux, ne saurait être du seul ressort de la bienfaisance privée et des œuvres religieuses, mais qu'elle appartient aux missions de l'État, puisqu'elle ne consiste pas seulement en un geste d'humanité mais aussi en une mesure de police visant à prévenir ou à faire cesser des troubles à l'ordre public. Aux yeux de ses promoteurs, la mise en place d'une procédure d'abandon dans des hospices *ad hoc*, financés par les deniers publics, doit en effet permettre aux filles-mères de dissimuler leur faute sans recourir à l'avortement, à l'infanticide ou à l'exposition de leur nouveau-né sur la voie publique, et éviter parallèlement que les enfants, dont les parents sont trop pauvres pour subvenir à leurs besoins, ne soient laissés à eux-mêmes, battant la campagne ou errant dans les rues, où, soit comme coupables soit comme victimes, ils viennent grossir les chiffres de la délinquance et de la criminalité. À cet égard, il est symptomatique que dans la Biscaye décrite par Sylvie Hanicot-Bourdier, parallèlement à l'affrontement militaire, la lutte entre factions libérale et carliste, qui se disputent pouvoir et

légitimité politique, passe aussi par la démonstration de leurs capacités respectives à prendre en charge l'enfance délaissée et à faire fonctionner efficacement les institutions d'accueil. À l'évidence, l'assistance aux abandonnés est devenue au XIX^e siècle une marque de la souveraineté et un attribut de l'État moderne.

De leur côté, les socialistes des premières décennies du XIX^e siècle, observés par Nathalie Brémand, défendent eux aussi le tour et l'abandon anonyme, qui présentent à leurs yeux l'avantage de permettre aux filles séduites et délaissées d'échapper au déshonneur sans recourir à l'infanticide ou à l'exposition du nouveau-né. Au jeu de la concordance des temps, il est frappant de constater que ce sont les mêmes mérites qui sont attribués aux « boîtes à bébé » apparues à la fin du XX^e siècle dans plusieurs pays d'Europe, au Japon ou en Corée du Sud, et qu'Olha Mykytyn-Gazziero voit fleurir dans l'Ukraine des années 2000 sous le nom de « fenêtres de la vie », « version modernisée des tours d'abandon du XIX^e siècle, [...] installées [...] pour prévenir les infanticides en permettant aux femmes de déposer leur enfant dans une structure médicale ou sociale sans être vues et sans révéler leur identité ».

Si la tentation d'effacer la famille d'origine tout comme l'illusion savamment entretenue d'une rupture totale et irréversible entre abandonneurs et abandonnés font indéniablement partie de l'histoire de l'abandon, force est de constater que l'histoire des parents qui abandonnent est, elle aussi, à la fois possible et féconde. En amont de la séparation, les archives des institutions comme les témoignages de leurs personnels et de leurs usagers, permettent d'autant mieux de suivre les parents que le développement de l'État social et la diversification des dispositifs d'assistance ont dilaté le temps de l'abandon. Dans certains cas, celui-ci n'intervient plus qu'au terme d'une longue période de prise en charge (placements temporaires en institution ou en famille d'accueil, mise en nourrice subventionnée, allocation de secours, séjour avec la mère dans une maison maternelle, etc.), voire après l'expiration d'un délai de rétractation au cours duquel la mère peut éventuellement continuer à voir régulièrement son enfant. D'une manière générale, il faut convenir que l'histoire des abandonneurs se fait plus facile à écrire à mesure que l'on avance dans le temps et que les institutions, à des fins essentiellement prophylactiques, décident de sortir de l'ère du soupçon systématique, et s'intéressent aux parents qui s'adressent à elles, les accueillent dans leurs locaux, les interrogent sur leurs conditions de vie et les motifs de l'abandon. De sorte que l'article consacré dans cette livraison de

la RHEI à l'Assistance publique de Paris pendant la Seconde Guerre mondiale parvient à dresser un portrait relativement précis des familles d'où sont issus les enfants juifs recueillis par l'institution entre 1940 et 1944.

En aval de la séparation, la disparition parentale n'est pas non plus systématique. Isabelle Grenut montre bien que face aux règles réputées inflexibles de l'institution, les familles ont des capacités de résistance et des stratégies de contournement susceptibles de faire perdurer le lien avec l'enfant qu'elles ont abandonné. En outre, tout laisse à penser que dans le département étudié par l'auteure, rural, peu peuplé, où les rumeurs et les informations circulent vite, où les effectifs de l'assistance à l'enfance sont loin d'être pléthoriques, les représentants locaux de l'Assistance publique sont certainement plus enclins qu'ailleurs à négocier quelques arrangements avec les parents. Dans un contexte radicalement différent, et aussi contradictoire que cela puisse paraître, ce sont sans doute à la fois le respect de ces règles établies de longue date et cette autonomie des acteurs, qui ont fait de l'Assistance publique de Paris un refuge relativement sûr pour les enfants juifs qui lui ont été confiés sous l'Occupation. En ne modifiant pas ses pratiques habituelles, l'institution parisienne a en effet permis que, sans qu'ils fassent l'objet d'un signalement particulier, ces enfants soient envoyés à la campagne, auprès de ses familles nourricières, où ils ont bénéficié d'un relatif anonymat parmi les autres pupilles de l'Assistance. Là, grâce sans doute à la bienveillance complice de certains employés locaux de l'Assistance publique de Paris, ils ont échappé aux persécutions, alors même que la hiérarchie parisienne, dominée par son directeur général, Serge Gas, engagé dans la collaboration et révoqué à la Libération pour avoir dénoncé des résistants, n'était certainement pas encline à protéger des Juifs.

Dans les récits fondateurs des grandes civilisations, comme dans la littérature du XIX^e et du début du XX^e siècle¹¹, la femme qui abandonne est soit une mère dévouée qui, par amour, accepte de se séparer de son enfant, soit une mère fautive qui doit cacher son déshonneur. Si Jocabed sauve Moïse de la mort en le confiant aux eaux du Nil, Rhéa, parce qu'elle a transgressé l'obligation faite aux vestales de rester vierges, doit se résoudre à abandonner ses fils, Rémus et Romulus. Le salut de l'enfant ou sa dissimulation : mythologiques ou romanesques, ces figures récurrentes de l'abandon rendent-elles compte des raisons qui conduisent les parents à délaisser leur progéniture ? À toutes les époques, nombreuses sont les abandonneuses qui semblent contraintes par « la misère et

11. BOUDET Caroline, « L'abandon dans la littérature française du XIX^e siècle. L'histoire des deux victimes », *Enfance abandonnée et société en Europe. XIV^e-XX^e siècle*, Rome, École française de Rome, 1991, p. 249-258.

la faute¹² ». Pourtant, à supposer trop facilement l'immutabilité de la pauvreté matérielle et de l'opprobre social qui s'abattent sur la maternité solitaire, on risque, après que des travaux récents ont réussi à tirer l'enfant abandonné du « ciel des mythes [...] [pour le ramener] sur la terre de l'historien¹³ », de transformer les parents qui abandonnent et l'acte d'abandon, à leur tour, en astres morts. Car le sujet est propice aux mythologies et aux fantasmes de toutes sortes, comme chez les socialistes français, étudiés par Nathalie Brémand, qui veulent croire que la plupart des filles-mères contraintes à l'abandon sont des domestiques engrossées par leur patron, et par conséquent des victimes « non seulement de l'inconséquence masculine mais également de la position subordonnée de la classe des prolétaires » et de la domination bourgeoise.

Derrière l'apparente permanence des deux grands ressorts du délaissement d'enfants – la pauvreté et la régulation de la taille des familles d'une part, la dissimulation des naissances hors-mariage et la stigmatisation des mères célibataires d'autre part –, les études rassemblées ici mettent en lumière les évolutions et les variations, même ténues, des motifs de l'abandon selon les lieux et les époques. En outre, elles restituent tout son poids à l'événement : la guerre d'indépendance espagnole puis la première guerre carliste, dans le cas de la Biscaye étudiée par Sylvie Hanicot-Bourdier ; l'Occupation et les persécutions antisémites dans celui des enfants juifs recueillis par l'Assistance parisienne ; l'effondrement de l'URSS ou la mondialisation du marché de l'adoption dans le cas ukrainien observé par Olha Mykytyn-Gazziero.

Reste que, dans leur grande majorité, les parents qui abandonnent sont bel et bien des mères seules, jeunes et pauvres. Dans la langue française, ces femmes qui confient leur progéniture aux institutions de charité et d'assistance n'ont pas de nom. Sous la plume des administrateurs des hospices, des bureaucrates de l'assistance à l'enfance, des journalistes ou des romanciers, dans la bouche des hommes politiques ou des penseurs sociaux, elles sont les femmes pauvres, les filles-mères et les filles séduites, les épouses adultères, ou les mauvaises mères, qui abandonnent leurs enfants. Pourtant, pour affubler les femmes de stigmates linguistiques, les siècles passés n'ont jamais manqué d'imagination : se côtoient au dictionnaire comme au panthéon de la déviance féminine la fille de noces, la faiseuse d'anges, l'infanticide, la tubarde, la syphilitique. Les enfants séparés, à divers titres, de leurs parents ont eux aussi leurs étiquettes : champis, petits Paris, orphelins, trouvés, sans famille, pupilles de l'Assistance, bâtards ; leurs

12. RIVIÈRE Antoine, *La misère et la faute. Abandon d'enfants et mères abandonneuses à Paris (1876-1923)*, doctorat d'histoire, Paris 4 – Sorbonne, 2012.

13. JABLONKA Ivan, *Ni père ni mère...*, *op. cit.*, p. 9.

mères, non. Sans gloser sur cette carence lexicale, et par commodité autant que par souci d'ancrer des travaux de recherche qui ont en commun l'étude d'un groupe social – certes disparate et incertain quant à ses contours –, nous les appelons ici « les abandonneuses », au risque, reconnaissons-le, de les pointer du doigt à notre tour, en les réduisant à l'acte qu'elles ont commis.

Abandonneuse emblématique puisqu'elle subit en même temps la pauvreté et l'opprobre, la mère célibataire, omniprésente dans ce dossier de la *RHEI*, incarne la transgression de la morale sexuelle et de l'ordre matrimonial. Pourtant, soucieuse de cacher sa faute à ses parents ou sommée par ceux-ci de réparer le déshonneur que son inconduite inflige à la famille, l'abandon qu'elle accomplit exprime souvent sa soumission à la norme et son puissant désir de conformité sociale. Délaissée par le père de l'enfant, contrainte par le sien, elle témoigne en outre de ce que, par leur absence ou leur omniprésence, les hommes, même s'ils n'accomplissent qu'une part infime des abandons, sont, dans la France de la Belle Époque comme dans l'Ukraine post-soviétique, des acteurs essentiels du délaissement d'enfants.

Filles-mères d'hier, familles monoparentales ou mères adolescentes d'aujourd'hui, toutes identifiées par les services sociaux comme des populations « à risques », témoignent en outre de ce que le célibat maternel, en même temps qu'il évoque une sexualité féminine dérangeante, constitue à la fois un modèle familial inquiétant et une catégorie souvent prioritaire de l'intervention publique. L'étude de leurs rapports avec les institutions qui recueillent leurs enfants ou qui tentent parfois de les aider à les conserver, invite à s'interroger, à la lumière des *gender studies* qui ont démontré le rôle des politiques sociales dans la construction des identités sexuées¹⁴ : les mesures d'assistance dont elles sont l'objet ne contribuent-elles pas à maintenir les mères célibataires dans une identité d'infirmités sociales et de femmes fautives ? Lorsque de jeunes Ukrainiennes, au cours d'entretiens qu'elles lui ont accordés en 2006, confient à Olha Mykytyn-Gazziero à quel point elles se sont senties pressées par les services sociaux de renoncer à leur enfant, elles témoignent de ce que le célibat féminin est effectivement encore perçu comme une situation par nature incompatible avec la maternité et de ce que la monoparentalité ne peut toujours pas prétendre à faire famille. La continuité avec la période communiste saute alors aux yeux, quand dans les années 1950, l'État soviétique semblait vouloir se substituer au père absent en ouvrant des internats réservés aux enfants des mères célibataires,

14. BOCK Gisela, THANE Pat (dir.), *Maternity and Gender Policies. Women and the Rise of the European Welfare States, 1880's-1950's*, New York, Routledge, 1991 ; ACCAMPO Elinor, FUCHS Rachel, STEWART Mary Lynn (dir.), *Gender and the Politics of Social Reform in France (1870-1914)*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1995.

ou quand, dans la décennie suivante, il mettait en avant le « couple comme cellule de base de la nouvelle société soviétique », et décidait en conséquence de réduire les allocations familiales destinées aux mères célibataires.

Pour finir cette introduction, qu'il nous soit permis d'exprimer deux regrets. En premier lieu, nous aurions aimé ouvrir ce dossier aux aires géographiques extra-européennes et l'enrichir ainsi d'une dimension qui lui fait cruellement défaut ; malheureusement les propositions d'articles qui auraient permis de sortir de l'entre-soi européen, ou même occidental, au demeurant fort peu nombreuses, n'étaient souvent pas tout à fait mûres. Gageons que ce n'est que partie remise. En second lieu, on s'étonne encore de ce qu'à l'issue de l'appel à contribution, la moisson se soit révélée si peu abondante pour le second xx^e siècle. Sans doute faut-il mettre cela sur le compte de la puissante attraction qu'exerce encore et toujours le xix^e siècle sur les historiens de l'abandon. On aurait pourtant tort de considérer que le sujet n'existe plus dès lors que le siècle de l'abandon a pris fin et que le phénomène n'est plus que résiduel en Europe. Il y a fort à parier que l'historiographie gagnerait beaucoup à interroger la persistance, certes à basse intensité, du délaissement d'enfants dans des pays qui comptent parmi les plus riches du monde, dotés des systèmes de protection sociale les plus développés, qui ont entrepris depuis un demi-siècle de mettre fin à la domination sans partage du modèle matrimonial, de généraliser l'accès à la contraception et de légaliser l'avortement. L'Europe du xxi^e siècle compte encore des abandonneuses, et leur histoire reste à écrire.